

DECLARATION FINALE

CONFERENCE REGIONALE DES LEADERS RELIGIEUX SUR L'IMPACT DE LA LRA

YAMBIO, DU 8 AU 10 SEPTEMBRE 2010

Nous, Leaders religieux de la région affectée par la crise de la LRA en Ouganda, au Soudan, en République Démocratique du Congo (RDC), en République Centre Africaine (RCA), nous sommes réunis à Yambio du 8 au 10 septembre 2010, sous les auspices du Diocèse Catholique de Tombura-Yambio en collaboration avec le Comité inter ecclésial, à la suite de la Conférence de Kisangani sur la problématique de la LRA en février 2010. Malheureusement la délégation de la République Centre Africaine n'a pas pu prendre part à ces assises à cause des difficultés logistiques ; néanmoins, deux réfugiés centrafricains ont activement participé à nos délibérations.

Durant plus de deux décennies maintenant, l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) n'a cessé de terroriser les populations civiles de l'Afrique de l'est et de l'Afrique centrale. Alors qu'à ses débuts il n'était qu'un mouvement rebelle ougandais, il a depuis longtemps établi ses bases sur une vaste région de l'Afrique et compte dans ses rangs des enfants enlevés de plusieurs nations dont il a fait ses combattants. Ses troupes violent, enlèvent des enfants et massacrent les civils en Ouganda, au Soudan, en RDC et en RCA, causant ainsi un déplacement massif, laissant derrière elles un héritage de pauvreté et de peur, un terrain fertile pour une éventuelle future instabilité politique.

Ces multiples conflits ont d'immenses implications. La LRA commet des atrocités dans les zones reculées de ces nations déjà instables, notamment en RDC, au Soudan et en RCA, toutes caractérisées par des conflits internes qui les empêchent d'affecter suffisamment de troupes militaires dans la lutte contre ce groupe rebelle. De même, la communauté internationale n'est pas à ce jour capable d'élaborer un plan concret pour résoudre la problématique de la LRA en tant que menace régionale ; mais bien au contraire, elle s'attaque à la crise de façon hasardeuse et insignifiante dans les quatre pays affectés. La LRA est perçue comme relevant de la responsabilité de tous et non celle d'un seul individu et sa pérennité est le résultat de l'absence d'une stratégie générale et coordonnée pour la résolution de ce problème.

Synthèse des actions entreprises après la conférence de Kisangani:

- **En Ouganda :** une lettre ouverte soulignant le besoin d'inclure une disposition pour la résolution pacifique de ce conflit dans le projet de loi américaine sur la LRA et d'amorcer des concertations avec les organisations de la société civile régionale, les ONG et les communautés, a été adressée au Président Américain, Monsieur Barak Obama.

- **Au Soudan** : la population a été sensibilisée autour de l'importance d'entreprendre une action pacifique à travers la prière.
- **En République Démocratique du Congo**: le rapport de la conférence de Kisangani avec une lettre d'accompagnement a été expédié au Secrétaire Général des Nations Unies ainsi qu'à l'Envoyé Spécial des Etats Unis pour la région des Grands Lacs ; la déclaration de Kisangani a été largement diffusée sur plusieurs médias ; un congrès diocésain sur la problématique de la LRA fut organisé à Dungu ; un comité œcuménique national dirigé par l'Archevêque de Kisangani a été mis en place.
- **En République Centre Africaine**: la déclaration finale de Kisangani a été remise au Président de la République et s'est vue largement diffusée sur les stations de radio locales¹.

Evolution du contexte depuis la Conférence de Kisangani en février 2010

Les participants à la conférence étaient unanimement d'accord que les atrocités de la LRA ne donnent aucun signe d'apaisement quelconque :

- Au sud Soudan, les attaques s'intensifient aux environs des grands centres urbains occasionnant des enlèvements, déplacements et massacres, massifs. A l'horizon du referendum, l'on perçoit une crainte généralisée que la LRA puisse être utilisée par les ennemis de la paix pour lancer des attaques sur les civils et ainsi obstruer la tenue du referendum dans l'Etat de l'Equateur de l'Ouest.
- En RDC, les attaques ne visent plus seulement les civils mais aussi les contingents militaires. Les Districts du Haut et du Bas Uélé sont toujours affectés par le phénomène LRA.
- En Ouganda, quoiqu'au Nord du pays la plupart des déplacés internes ayent regagné leurs terres d'origine, on ne cesse de craindre l'éventuel retour de la LRA. La crainte des anciens combattants de la LRA de regagner leurs communautés respectives continue de poser un problème.
- En République Centre africaine la LRA est très active, notamment dans les régions du Haut Mbomou et du Mbomou.

¹ Vu que la délégation de la RCA n'était pas présente, cette information n'est pas exhaustive

Les défis de protection des communautés

La conférence a noté que la protection des communautés reste un grand souci sur toute la région affectée par la LRA. A l'unanimité, ses assises se sont accordées sur la nécessité de protéger les communautés. En dépit de leur diversité contextuelle, les premiers mécanismes de défense communautaire initiés dans ces trois pays sont similaires.

Au Soudan

En dépit des efforts du Gouvernement du Sud Soudan de garantir la sécurité des communautés de l'Etat de l'Equateur de l'Ouest, le mécanisme communautaire principal de survie est illustré par les << Arrow boys >> (*Les jeunes armés de flèches*) des unités de protection communautaire dont les actions et les efforts de renforcement de la sécurité communautaire ne sont nullement encouragés par le SPLA qui, de ce fait, sous estime ce potentiel pour l'éradication de la LRA.

Le rôle de L'UNMIS semble se limiter à l'enquête sur les incidents et les victimes ; quoiqu'importante, sa contribution à la sécurité de la communauté est encore limitée.

En dépit de l'appréciation généralisée de la présence de l'UPDF dans l'Etat de l'Equateur de l'Ouest, les communautés dénoncent l'approche solitaire de l'UPDF, sa pérennité sur leur territoire et le manque d'un mandat clair.

En République Démocratique du Congo

En RDC, les unités d'auto-défense, à l'origine très efficaces et actives, ont été interdites par le Gouvernement. Compte tenu de l'incapacité des Forces Armées Congolaises d'assurer la protection des communautés, la situation sécuritaire de celle-ci s'est détériorée.

Les FARDC sont concentrées dans les agglomérations et non en périphéries. Des barrages routiers sont érigés sur les principaux axes routiers dans le seul objectif d'extorquer les passants civils. Officiellement, les troupes de combat de l'UPDF ne sont plus présentes en RDC, à l'exception de quelques agents de renseignement militaire ; mais en réalité, on observe dans la région un mouvement régulier des troupes de l'UPDF, dont le mandat n'est pas clair.

En République Centre Africaine

Quoique la délégation centrafricaine ne fût pas présente, la Conférence est informée de la recrudescence des activités de la LRA en République Centre Africaine. L'UPDF dont le mandat n'est pas clair a élargi son champ d'opération, et on note une possible collaboration entre ses éléments et la population locale.

Recommandations et engagements pour la protection communautaire

Dans les quatre pays, nos armées respectives déployées dans les zones affectées par la LRA doivent assumer leur responsabilité de protection des populations civiles. Leurs capacités de réaction et de déploiement rapides doivent être renforcées.

En ce qui concerne les missions de l'ONU notamment, l'UNMIS et la MONUSCO, elles devraient être dotées d'une plus grande capacité de déploiement en réponse aux attaques et aux positions de la LRA. En plus de cela, les populations devraient être dûment informées de leur mandat et leurs règles d'engagement.

Nous, Leaders religieux, demandons la clarification du mandat de l'UPDF et ses termes de références dans les trois pays qui souffrent du phénomène LRA.

Nous, Leaders religieux, demandons à nos gouvernements d'opter pour une meilleure position vis-à-vis des efforts communautaires de protection des communautés. Leur capacité de protection et de collaboration avec les organes étatiques doit être renforcée.

Nous, Leaders religieux, nous nous engageons à établir et faciliter le dialogue aux niveaux local et régional entre les communautés affectées, les organes étatiques, les missions de l'ONU, l'UPDF, les chefs coutumiers, les autorités locales et les unités de protection communautaire.

Nous, Leaders religieux, recommandons l'amélioration des moyens de communication sur toute la région affectée par LRA et une couverture totale de réseau téléphonique ainsi que l'amélioration des infrastructures routières.

Recommandations et engagements à la recherche d'une solution

Les Leaders religieux jugent important et impératif d'intensifier la sensibilisation autour de la problématique de la LRA et ce, à tout les niveaux, compte tenu de l'intérêt insuffisant des gouvernements nationaux et de la communauté internationale.

Les Leaders religieux sont convaincus que la meilleure issue viable à la crise de la LRA est la négociation pacifique.

À cet égard, nous nous engageons à entreprendre ce qui suit:

- Sensibiliser les masses aux niveaux local, national et international ;
- Organiser un weekend régional de paix tous les six mois dans les régions affectées ;
- Elaborer et publier un rapport régional biennal sur la situation sécuritaire et humanitaire dans les territoires affectés par la LRA ;

- Rencontrer conjointement les décideurs afin de disséminer notre message de négociation et de protection des civils ;
- Explorer constamment les voies et moyens de rétablir le contact avec Joseph Kony et d'entamer un dialogue direct avec lui pour une éventuelle reprise des pourparlers de Juba.

Nous, Leaders religieux, saluons les efforts fournis par le Gouvernement et le Congrès américain à travers l'élaboration d'une loi sur la problématique de la LRA.

Les Leaders religieux appellent les gouvernements des pays affectés par la LRA et toute la Communauté internationale à :

- Opter impérativement pour la négociation de paix comme étant la seule solution durable à la crise causée par la LRA, étant donné des décennies d'échec des interventions militaires ;
- Collaborer afin d'identifier les appuis de la LRA et, d'urgence, mettre fin à toute forme d'aide à celle-ci ;
- De contribuer d'avantage à la protection des communautés locales ;
- D'établir un groupe de contact international composé des pays affectés, des missions de l'ONU et des diplomates.

Sur le plan local et national, nous recommandons:

- La mise en œuvre d'un programme de dissémination, par radio et tracts, les messages positifs adressés aux combattants de la LRA, les exhortant à désertir et à se rendre ;
- L'élaboration d'un programme d'accueil communautaire et d'aide à la réhabilitation pour inciter les combattants de la LRA à se rendre et à se sentir protégés ;
- Accroître l'aide humanitaire à toutes les communautés affectées par cette crise, y compris aux déplacés, aux réfugiés et aux personnes enlevées.

En tant qu'Eglises, notre mission à ces assises est celle du Christ. L'Évangile de Jésus Christ est en soi plan de vie qui restaure la paix au monde, met fin aux conflits internes et apporte la joie aux hommes. C'est la philosophie suprême de la vie donnée à l'homme. La mission ecclésiale de Jésus Christ, en ces temps qui sont les derniers, est d'apporter la paix et la joie dans les cœurs et les familles humaines.

Heureux les artisans de paix, car ils seront appelés fils de Dieu.

Fait à Yambio, le 10 septembre 2010